



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 05 février 2024

Délibération n° 24.01.3 - Approbation du projet de construction d'un espace culturel et sportif et des modalités de passation du marché public

L'an deux mille vingt-quatre le cinq février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 30 janvier 2024

Présents :

Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christophe FAURE, Geneviève DIBO, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Stéphane HUDDLESTONE, Damien LOMBARD, Francine DOLLA, Nathalie CHALOPIN, Sophie BONNAUD, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, David ROLFI, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE

Absents :

Floris GRANDVARLET, Amélie BOURCET, Cindy FORTERRE-ROL, Pierre KESTEMONT, Christophe CHAVERNAS

Procurations :

VIRQUIN Christelle a donné pouvoir à POMMERET Olivier, CHALOT-FOURNET Christine a donné pouvoir à GONZALES Nathalie, LEQUENNE Fabienne a donné pouvoir à ZEGRE Nadia, DURANDO Julien a donné pouvoir à ROLFI David

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	20	5	4	24

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2422-5 et suivants, ainsi que les articles du livre IV partie 2,

Vu les articles 1991 et suivants du Code Civil,

Vu la délibération n° 20.06.62 du Conseil municipal du 28 septembre 2020 relative à l'élection à caractère permanent de la commission d'appels d'offres,

Considérant la volonté de développer l'attractivité de la commune et adapter les équipements publics aux besoins présents comme futurs de la population. En particulier la mise en place d'une infrastructure permettant la réalisation d'activités sportives et culturelles.

Considérant la volonté d'inscrire la réalisation du projet dans une démarche respectueuse de l'environnement.

Le programme de l'opération porte sur :

Un espace sportif comprenant un gymnase de type C, un mur d'escalade de 9 mètres de haut, des gradins de 150 places et des vestiaires

Un espace culturel avec une salle polyvalente d'une capacité de 250 personnes.

Niveau environnemental requis : BDM argent minima avec visée BDM OR

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée à l'opération par le maître de l'ouvrage correspondant à ce programme est de 11 228 000 € HT, soit 13 438 500. € TTC

Considérant qu'afin de désigner un maître d'œuvre chargé de la conception du projet et du suivi des travaux, la procédure à mettre en œuvre, est celle du concours restreint sur "esquisse +", en application de l'article L 2125-1-2° et des articles R 2162-15 à R 2162-26 et R 2172-1 à R 2172-6 du code de la commande publique (CCP).

Considérant que conformément aux articles R.2162-22 et R.2162-24 du CCP susvisé, le jury de concours est composé pour les collectivités territoriales :

- Des membres élus de la commission d'appel d'offres,
- Et lorsqu'une qualification professionnelle particulière est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury doit posséder cette qualification ou une qualification équivalente.
- Il doit d'ailleurs être est composé exclusivement de personnes indépendantes des participants au concours.

Le jury est présidé par le président de la Commission d'Appel d'Offres ou son représentant dûment désigné. Madame Le Maire est Présidente de la Commission d'Appel.

Les membres élus de la CAO sont :

Membres titulaires

- Olivier POMMERET
- Christophe FAURE
- Frédéric LAMAT
- Floris GRANDVARLET
- Julien DURANDO

Membres suppléants

- David ROLFI
- Stéphane HUDDLESTONE
- Marie-Pierre CHARLES
- Christine CHALOT FOURNET
- Nadia ZEGRE

Outre les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres désignés ci-dessus, seront désignées, par arrêté du Président de droit, des personnalités justifiant de la qualification professionnelle exigée des candidats au concours, dans une proportion égale à au moins un tiers des membres du jury.

Il pourra également désigner, comme membres du jury, des personnalités dont il estimera que la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet de la consultation et notamment des élus qui ne sont pas membres de la CAO sans que le nombre ne puisse excéder cinq.

Tous les membres du jury auront voix délibérative.

Un représentant de la Direction Générale de la Concurrence de la Consommation et de la Répression des Fraudes, le Trésorier Principal, ainsi que les représentants du groupement AMO dont la SAGEM est mandataire, titulaire d'une mission d'AMO, et des agents du pouvoir adjudicateur compétents dans la matière qui fait l'objet de l'opération ou en matière de marchés publics, seront invités à participer aux travaux du jury où ils siègeront avec voix consultative.

Considérant que le déroulement d'un concours de maîtrise d'œuvre consiste dans un 1er temps à sélectionner des concurrents sur la base des critères de sélection définis dans le règlement de concours.

La procédure étant restreinte, le nombre de candidats invités à remettre un projet est fixé à 3 maximum sous réserve d'un nombre suffisant de dossiers répondant aux critères de sélection.

Au vu de l'avis du jury, la Commune, maître d'ouvrage, fixe ensuite la liste des candidats admis à concourir.

Dans un 2ème temps, le jury examine les projets et plans présentés de manière anonyme, établit un classement des projets et émet un avis sur la base des critères d'évaluation définis dans l'avis de concours.

Après avis du jury et levée de l'anonymat des projets, le représentant de l'acheteur désigne le ou les lauréats du concours.

Une prime sera allouée aux concurrents qui auront remis des prestations conformes au règlement du concours. Le montant de la prime indiqué dans le règlement de concours est fixé à 35 000 € HT par équipe.

Le concours pourra être suivi d'une procédure de marché négocié sans nouvelle mise en concurrence à laquelle participeront le ou les lauréats afin d'attribuer un marché négocié de maîtrise d'œuvre, sur la base du règlement de consultation (article R2122-6 du CCP).

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- D'approuver le principe de construction d'un complexe sportif et culturel
- D'autoriser le lancement d'un concours restreint sur "esquisse +", en application de l'article L 2125-1-2° et des articles R 2162-15 à R 2162-26 et R 2172-1 à R 2172-6 du CCP, sur la base du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle allouée aux travaux, le nombre maximum de candidat admis à concourir étant fixé à 3, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats répondant aux critères de sélection des candidatures fixés, et l'indemnité allouée sur proposition du jury à chaque concurrent ayant remis des prestations et ceci dans les conditions prévues par la réglementation et le règlement du concours étant établie à 35 000 € HT.
- Décide, conformément aux articles R.2162-22 et R.2162-24 du Code de la commande Publique, de désigner les membres avec voix délibérative, au sein du jury de concours de maitrise d'œuvre pour la construction d'un complexe sportif et culturel.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,



Nathalie GONZALES